

organisé avec le soutien du Département des Affaires européennes et internationales de la Direction Générale des Patrimoines, ministère de la Culture

Rebondir après le drame : patrimoines et résilience

Mercredi 29 janvier 2020 - INP Auditorium de la galerie Colbert - 2 rue Vivienne, 75002 PARIS

PROGRAMME

9h — Accueil - café

- Charles PERSONNAZ, directeur de l'Institut national du patrimoine



9h30

Ouverture

- Philippe BARBAT, Directeur Général des Patrimoines
- Jocelyne DESCHAUX, présidente du Bouclier bleu France



10h

Introduction : La résilience, qu'est-ce que c'est ?

La résilience environnementale



Jacques FAYE, architecte d'Etat

Architecte de formation, Jacques Faye a fait sa carrière au sein des différents ministères de l'équipement, de la culture et de l'environnement. D'abord comme architecte des bâtiments de France puis comme urbaniste de l'Etat, il a eu en charge des dossiers aussi variés que la sauvegarde des centres villes historiques, la protection des sites et paysages lors du passage de l'A89 dans le Marais poitevin, la formation des architectes et des urbanistes comme directeur de l'Ecole d'architecture de Clermont-Ferrand et in fine, au sein de la DGPR en tant que chef de bureau de l'information préventive, la prise en compte des aléas naturels dans l'aménagement et la résilience des territoires.

Les dernières inondations nous donnent un avant-goût des conséquences dommageables d'une crue centennale de la Loire ou de la Seine. On évalue chaque année à près d'un milliard d'euros le montant des indemnisations reversées au titre du régime spécifique d'assurance vis-à-vis des catastrophes naturelles, mais qu'en est-il de des biens culturels qui sont l'expression de notre identité et que nous voulons transmettre à nos enfants ?

En fait pas grand-chose. Il y a bien sûr le code du Patrimoine qui prévoit tout ou presque, mais en matière d'inondations, de séisme ou de tempête... rien de prévu pour leur sauvegarde ! Alors que pouvons-nous faire pour les mettre en sûreté ?

Promouvoir la culture de la résilience



Magali REGHEZZA-ZITT, Ecole Normale Supérieure, directrice du Centre de formation sur l'environnement et la société de l'ENS

Magali Reghezza-Zitt est maître de conférences habilitée à diriger des recherches en géographie à l'École normale supérieure et au laboratoire de géographie physique de Meudon. Sa recherche porte sur la réduction des risques de catastrophes naturelles et sur l'adaptation aux changements globaux. Elle travaille en particulier sur la résilience des sociétés et des territoires. Elle a publié plusieurs articles et ouvrages sur ce thème.

La résilience est d'abord un concept utilisé par les scientifiques de différentes disciplines pour décrire la réaction face à un choc ou une perturbation. Ce terme a été repris par les acteurs politiques et les praticiens, aux échelles internationales et nationales, à des fins opérationnelles. Le référentiel de la résilience permet de penser, et donc d'anticiper, le relèvement post-catastrophe. Les retours d'expérience montrent toutefois que le processus de résilience est complexe et que la culture de la résilience ne va pas de soi. Appliquée au patrimoine, la culture de la résilience pose des questions spécifiques : elle touche aussi bien aux questions de protection et de conservation, que de restauration, d'identité ou de mise en valeur.



La fragilité du patrimoine culturel

Francesc PLA CASTELLTORT, Culture and Cultural Heritage Division, Directorate General of Democracy, Conseil de l'Europe

Economiste de formation et ayant travaillé comme fonctionnaire dans son pays d'origine, l'Andorre, il a rejoint le Conseil de l'Europe en 2002 et a été de 2005 à 2016 Secrétaire exécutif adjoint de l'Accord partiel ouvert européen et méditerranéen sur les risques majeurs (EUR-OPA) du Conseil de l'Europe. Il a rejoint en 2017 la Division de la culture et du patrimoine du Conseil de l'Europe pour s'occuper plus spécifiquement des questions de patrimoine culturel, et en particulier du suivi de la Convention de Faro tant en termes de promotion que de mise en œuvre.

Le Conseil de l'Europe est impliqué depuis 65 ans dans la coopération culturelle européenne et a élaboré de nombreuses normes internationales dans le domaine de la culture et du patrimoine culturel. Compte tenu des défis actuels, le Conseil de l'Europe a publié en 2018, la Recommandation du Comité des Ministres aux États membres sur le patrimoine culturel face au changement climatique : son but est de renforcer la résilience et promouvoir l'adaptation. Le Conseil de l'Europe finalise actuellement une nouvelle recommandation du Comité des Ministres aux États membres sur le patrimoine culturel face aux risques de la gestion quotidienne.

Echanges avec la salle

11h — Pause



Quelques exemples de résilience dans le monde

session animée par Romain KIMMEL, chargé de mission à la Direction Générale de la Sécurité Civile et de la Gestion des Crises



La question de la résilience dans le programme de reconstruction du patrimoine du Nord du Mali

Thierry JOFFROY, Laboratoire CRAterre-ENSAG, UR AE&CC, université de Grenoble Alpes

Architecte de formation, Thierry Joffroy est chercheur, habilité à la direction de recherche (HDR). En 2010, l'Académie d'architecture lui a décerné la médaille d'argent "restauration" pour ses travaux avec l'ICCROM et l'UNESCO. Depuis lors, il a été le conseiller principal du projet de reconstruction des mausolées de Tombouctou mis en œuvre par l'UNESCO avec la Direction nationale du patrimoine du Mali (2013-2016). En 2017, il a été élu Directeur scientifique de l'Unité de recherche Architecture, Environnement et Cultures constructives de l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Grenoble.

En 2012, des groupes armés envahissent le Nord du Mali et procèdent à la destruction massive des mausolées de Tombouctou, qui, avec les 3 grandes mosquées de la ville, composent le bien en série classé au Patrimoine mondial de l'UNESCO. Dès la libération en janvier 2013, un projet va être lancé en vue de leur reconstruction qui visait aussi la mise en place de conditions durables pour leur bonne conservation. Quelques années après la reconstruction, où en est-on de la capacité de résilience qui avait été (re) construite ?



Vers une unité «Patrimoine» dans les opérations militaires françaises: prémices et perspectives

Capitaine Ariane PINAULDT, conservateur du musée des transmissions de Cesson-Sévigné

Titulaire d'un diplôme spécial de muséologie de l'École du Louvre et d'un master II « Métiers du patrimoine », en 2005, Ariane Pinault s'engage comme officier dans l'armée de Terre, afin de servir dans les musées militaires. En parallèle, elle a suivi une formation aux actions civilo-militaires sur les théâtres d'opération, dans le but de favoriser la prise en compte des questions de patrimoine lors des missions extérieures, ce qui s'est concrétisé lors d'une première mission en Centrafrique en 2018-2019.

Depuis plusieurs années, l'armée de Terre cherche à intégrer la question du patrimoine culturel dans les interventions sur les théâtres d'opération. En reliant cette thématique avec celle de la coopération civilo-militaire, l'envoi d'un conservateur militaire en République Centrafricaine en 2018 a été l'occasion de mener une première expérimentation, qui a plus particulièrement débouché sur une collaboration avec le musée national Barthélémy Boganda. Cet exposé propose de revenir sur cette expérience et d'en tirer des perspectives pour les actions futures.



Comment reconstituer des souks après un désastre ? Les cas de Damas, Homs et Alep.

Samir ABDULAC, ICOMOS France et Bouclier bleu France

Docteur en urbanisme, architecte (DPLG et UCL-Bartlett), Président du groupe de travail de l'ICOMOS pour la sauvegarde du patrimoine culturel en Syrie et en Irak, vice-président du CIVIH, le Comité scientifique international de l'ICOMOS pour les villes et villages historiques, précédent secrétaire général et vice-président d'ICOMOS France, il est administrateur du Comité français du Bouclier Bleu, membre du Comité d'orientation d'ICOMOS France et de la Commission des sites de Paris. Consultant international. Ancien directeur et fondateur du CAUE d'Eure-et-Loir.

Les souks sont des éléments constitutifs et fascinants de l'identité urbaine des villes orientales. Ils représentent un patrimoine culturel à la fois tangible et intangible, mais aussi un facteur essentiel de dynamisme fonctionnel et économique. Des désastres dus à la guerre ou aux incendies accidentels ne les ont pas épargnés.

Leur reconstruction pose des défis à la fois architecturaux, sociaux et économiques. Trois cas d'étude récents illustrent des démarches contrastées initiées par les commerçants eux-mêmes, par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et par la Fondation Aga Khan.



Patrimoine culturel immatériel et résilience

Thomas MOUZARD, chargé de mission pour l'anthropologie et le PCI, Direction générale des patrimoines, ministère de la Culture

Anthropologue, chargé de mission anthropologie & patrimoine culturel immatériel au département du Pilotage de la Recherche (ministère de la Culture, direction générale des Patrimoines). Il s'est formé à la sociologie et à l'anthropologie à l'Université de Vincennes-Saint-Denis puis à l'EHESS, qui lui délivre un doctorat en 2011, après plusieurs années de recherches basées sur des terrains situés à Madagascar et ayant pour thème la créativité rituelle comme matrice de subjectivité. De 2012 à 2018, il travaille en Guyane, pour la commune de Awala-Yalimapo, puis sur le Sud de la Guyane en tant que conseiller à l'ethnologie à la DAC ; il s'agit alors de soutenir et penser la politique culturelle en contexte autochtone et pluriculturel français.

Depuis 2015, le Secrétariat de la Convention UNESCO pour la sauvegarde du PCI a déployé des projets en faveur du maintien de la pratique et de la sauvegarde du PCI dans les contextes d'urgence, y compris avec la prévention de l'extrémisme violent, avec la participation des communautés. Plusieurs projets menés en conséquence de conflits armés ou de catastrophes naturelles seront présentés, ainsi que les recommandations et orientations méthodologiques dressées en 2019.

Echanges avec la salle

13h15 — Pause déjeuner libre



Et en France, comment rebondir après le sinistre ?

session animée par Christian SOMMADE, délégué général de Résilience France



De la destruction à une nouvelle réalité (2017-2019) : les archives et le patrimoine culturel de Saint-Martin après les ouragans Irma, José et Maria

Stéphanie DARGAUD, Directrice des Archives territoriales et du patrimoine de Saint Martin 2013-2019 ; conservateur du patrimoine, SHD, Ministère des Armées

Après des études d'histoire de l'art (Universités François Rabelais puis Panthéon-Sorbonne et Ecole du Louvre) et d'archivistique (Université de Versailles Saint-Quentin), Stéphanie Dargaud travaille successivement au Centre de recherche et de restauration des musées de France (C2RMF, Paris) puis au Musée du quai Branly-Jacques Chirac (Paris). A la sortie de l'Institut national du Patrimoine (INP, Paris) et de l'Institut national des études territoriales (Inet, Strasbourg), elle est Directrice des Archives territoriales et du patrimoine de Saint-Martin (Collectivité de Saint-Martin, Caraïbe française) de 2013 à 2019. Depuis le 1er juillet 2019, elle a rejoint les équipes du Service historique de la Défense (SHD, Ministère des Armées), comme chef du Département de la collecte et des recherches administratives (DCRA) au sein du Centre historique des Archives au château de Vincennes.

En 6 heures, 95% des infrastructures de Saint-Martin ont été endommagées, voire complètement détruites, par l'un des plus puissants ouragans connus à ce jour ayant touché des terres habitées de Caraïbe : Irma, le 6 septembre 2017. Ce phénomène d'ampleur a changé la physionomie de cette île, bouleversé les équilibres socio-économiques et impliqué une gestion de crise particulière. Dotée d'un service public d'archives (Archives territoriales inaugurées le 8 décembre 2014), d'une médiathèque mais aussi d'une architecture locale et de trois monuments protégés au titre des monuments historiques, la partie française de Saint-Martin comptait établissements culturels et architecture patrimoniale, ancrées dans les pratiques du territoire et caractéristiques d'une identité locale, riche et variée. La préparation à des événements climatiques, puis l'intervention sur le patrimoine culturel dans un contexte d'urgence vitale, le sauvetage des archives historiques et celles restées dans les administrations détruites jusqu'à l'adaptation à un fonctionnement différent sont quelques étapes du chemin vers une réalité nouvelle avec laquelle il faut désormais composer. A travers ce retour d'expérience, on s'interrogera également sur le sens du mot « résilience » et la pertinence de son usage.



Notre-Dame, huit mois après : comment le plan d'urgence permet-il la résilience ?

Antoine-Marie PREAUT, chef du service de la conservation régionale des monuments historiques, DRAC Ile-de-France

Architecte et historien de formation, Antoine-Marie Préaut est entré au ministère de la Culture en 2006. Architecte et urbaniste en chef de l'État, il est depuis décembre 2018 chef de la Conservation régionale des monuments historiques au sein de la Direction régionale des affaires culturelles d'Ile-de-France, qui assure notamment la maîtrise d'ouvrage sur une trentaine de monuments historiques relevant du ministère de la Culture, parmi lesquels la cathédrale Notre-Dame de Paris.

Le 15 avril 2019, un terrible incendie emportait la charpente, la flèche et une partie des voûtes de la cathédrale Notre-Dame de Paris. Huit mois après le sinistre, Antoine-Marie Préaut, conservateur régional des monuments historiques d'Ile-de-France, reviendra sur les opérations de sauvegarde et de sécurisation qui ont été conduites par Direction régionale des affaires culturelles, en lien avec les services du ministère de la Culture, les architectes en chef des monuments historiques et toutes les entreprises qui se sont engagées dans cette exceptionnelle entreprise au service du monument et de ses trésors.



Le Musée-Promenade de Marly-le-Roi/Louveciennes sous les eaux

Géraldine CHOPIN, responsable scientifique du Musée-Promenade

Géraldine Chopin est diplômée de l'École du Louvre et de l'université Paris IV en histoire de l'art et histoire. Depuis 2014, elle occupe le poste de responsable scientifique du musée du domaine royal de Marly (anciennement Musée-Promenade).

En 2016, une inondation subite a frappé le Musée-Promenade : salles d'exposition et réserves ont été envahies par l'eau en quelques heures. Alors que le musée ne s'était pas doté d'un plan de sauvegarde, il a fallu réagir dans l'urgence pour mettre à l'abri les collections, puis amorcer leur séchage et mettre en place leur inspection. La présentation est une chronique des heures qui ont suivi le sinistre et un état des lieux sur les bons gestes qui ont été réalisés et ceux porteurs de dégradations supplémentaires

15h30 — Pause



Collections d'histoire naturelle et résilience : est-ce possible ?

Jacques CUISIN, délégué à la Conservation, Muséum national d'histoire naturelle

Jacques Cuisin, formé en écologie à l'Université de Bourgogne (1989) puis en conservation préventive des biens culturels (Paris, 2002), travaille au Muséum national d'histoire naturelle à Paris depuis 1990. Il y a été gestionnaire des collections de mammifères et d'oiseaux, des ateliers de préparation et de restauration avant que d'être, depuis 2018, délégué à la conservation. Ses centres d'intérêts se portent sur la conservation technique des collections d'histoire naturelle, sur leurs modes de représentation scientifiques ou artistiques et sur leur place dans la société contemporaine. Formateur en cycles universitaires et écoles supérieures, il encadre des étudiants dans le domaine de la conservation-restauration en France et Suisse.

Les collections d'histoire naturelle, de par la masse qu'elles représentent dans le monde, supportent souvent la critique de « répéter » les spécimens vers ce qui semble être un infini peu compréhensible pour tout un chacun. Au-delà de cette masse, les pertes accidentelles de toute nature peuvent s'avérer pointer la disparition d'un repère important dans la progression des savoirs. Comment les musées et collections institutionnelles de spécialité y font face et comment ont-elles pu anticiper ces risques majeurs ?



Prise en compte de la résilience dans la préparation de la crue centennale de la Seine

Christian SOMMADE, délégué général de Résilience France

Christian Sommade est Délégué général de l'Association « Résilience France » Haut Comité français pour la Résilience Nationale, anciennement « Haut comité français pour la défense civile ». « Résilience France » est une association loi 1901, acteur de la société civile, qui participe à la réflexion sur la résilience organisationnelle et structurelle. Ses activités visent notamment à être une plate-forme d'échanges entre l'Etat, les Assemblées, les Collectivités, les Entreprises et les experts sur les questions touchant à la sécurité nationale, et à la résilience des populations, des entreprises et in fine de la nation face aux risques et menaces majeurs

Préparation, prévention, et résilience ..face à la crue de la Seine, il ne faut pas tout confondre. L'idée est de remettre en jeu, méthodes et actions au coeur du débat pour aborder le risque avec lucidité et réalité.

Echanges avec la salle



Synthèse et conclusion

Bruno FAVEL, chef du Département des Affaires européennes et internationales de la Direction Générale des Patrimoines, ministère de la Culture

#ResilienceBbF2020



Comité Français du Bouclier Bleu
Secrétariat, C/o Archives nationales, 59 rue Guynemer, 90001
93383 Pierrefitte-sur-Seine cedex
secretariat@bouclier-bleu.fr – <http://www.bouclier-bleu.fr>
09 80 80 15 15

